

Pour diffusion immédiate

Selon un sondage, la plupart des Québécois, tant francophones qu'anglophones, souhaitent qu'Ottawa protège les droits des Québécois d'expression anglaise

Montréal, le 25 novembre 2022 – Les Québécois d'expression anglaise croient fermement que le gouvernement fédéral doit faire davantage pour soutenir et protéger leurs droits. C'est ce qui ressort d'un récent sondage réalisé pour le Quebec Community Groups Network (QCGN). Ce constat est également corroboré par plus de 1 600 signatures dans une lettre ouverte s'opposant aux changements radicaux proposés à la Loi sur les langues officielles. Ces modifications saperaient gravement les droits des Québécois d'expression anglaise.

Adressée au ministre fédéral de la Justice David Lametti, la lettre ouverte conclut que le projet du gouvernement de moderniser la Loi sur les langues officielles ne reflète aucunement la vision du Canada pour laquelle la dualité linguistique – l'égalité de nos deux langues officielles – et la protection des droits des minorités sont des valeurs intrinsèques. On y exhorte les parlementaires à modifier le projet de loi C-13 afin de supprimer toute référence à la Charte de la langue française et de s'assurer que tous les droits linguistiques créés par le Parlement couvrent équitablement les deux langues officielles, le français et l'anglais.

Lors du récent sondage réalisé à la demande du QCGN, une nette majorité de Québécois (81 %) a dit croire que le gouvernement fédéral devrait soutenir et protéger les droits des Québécois d'expression anglaise au moins autant qu'il le fait actuellement. De ce groupe, 41 % ont indiqué que le gouvernement du Canada devrait faire plus pour protéger ces droits, et 39 % ont estimé qu'Ottawa ne devrait pas faire plus ou moins qu'avant. Moins d'un répondant sur cinq (19 %) a déclaré qu'il souhaitait que le gouvernement fédéral réduise son rôle dans la protection des droits des anglophones.

La position de la communauté d'expression anglaise à cet égard est dépourvue de toute ambiguïté. La majorité écrasante des Québécois d'expression anglaise (87 %) a déclaré que le gouvernement fédéral devrait faire davantage pour soutenir et protéger leurs droits. Plus des deux tiers (69 %) ont dit qu'il conviendrait de faire **beaucoup** plus.

« Cette question ne soulève aucune controverse, souligne Sylvia Martin-Laforge, directrice générale du QCGN. Loin de diviser, elle révèle un consensus clair qui unit les Québécois francophones et anglophones. »

Plus des trois quarts (77 %) des répondants d'expression française ont déclaré que le gouvernement fédéral devrait continuer à soutenir et à protéger les droits de leurs concitoyens. De ce groupe, près d'un tiers (30 %) a émis qu'Ottawa devrait en faire plus.

La [lettre ouverte](#) peut être consultée et signée sur le site du QCGN. Pour en savoir plus sur le projet C-13, lisez le mémoire du QCGN déposé devant le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes.

Le Quebec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est un organisme à but non lucratif qui rassemble des organismes communautaires d'expression anglaise de tout le Québec. Centre d'expertise et d'actions collectives fondées sur des données probantes, il cerne, aborde et explore les enjeux stratégiques qui ont des répercussions sur le développement et le dynamisme de la communauté québécoise d'expression anglaise. Le QCGN favorise également le dialogue et la collaboration entre ses organisations membres, les particuliers, les groupes, les institutions et les dirigeants de la communauté.

Pour plus de renseignements :

Rita Legault, directrice des communications | rita.legault@qcgn.ca

Téléphone : 438 270-0680